

Bilan scientifique du Programme Formation Recherche (PFR) du CIERA Politiques économiques et vie des entreprises pendant la Première Guerre mondiale

Le PFR comportait trois journées d'étude conclues par un colloque final à Lyon. Les journées ont été comparatives, regroupant chacune quatre interventions du côté allemand et quatre du côté français sur le rôle des entreprises pendant la Grande Guerre. Elles ont eu comme titres : « Entreprises et patrons dans l'économie de guerre » (en février 2015 à Roubaix), « Les mains-d'œuvre entre mobilisation militaire et mobilisation économique » (en novembre 2015 à Bochum), « L'économie du *Reichsland* Alsace-Lorraine entre deux loyautés nationales » (en mars 2016 à Mulhouse). Le colloque final en septembre 2016 a été consacré à la seule économie allemande tout en gardant, avec les discutants français, une perspective comparative et en incluant le cadre européen. De nombreux jeunes chercheurs, mastérants, doctorants ou post-docs, sont intervenus au cours de ces manifestations.

La rencontre aux Archives nationales du monde du travail à **Roubaix** s'est concentrée sur les entreprises et les patrons dans la guerre. La région a incité à se concentrer particulièrement sur l'industrie lourde et le secteur textile. Jordan Bal (mastérant, université Lille 3) a présenté le Syndicat patronal textile d'Armentières sous la contrainte de 1914 jusqu'au années 1920. Simon Vacheron (doctorant, université Paris-Sorbonne) s'est intéressé aux comportements du patronat et des entreprises textiles dans le contexte de la guerre. Du côté allemand, Uwe Balder (doctorant, Université de Ratisbonne) a livré, de manière symétrique, une analyse de la régulation du secteur textile en Allemagne. Dans cette industrie qui n'avait qu'une importance stratégique limitée, les entreprises textiles ont subi des restrictions pendant le conflit, surtout en Allemagne où l'État porte plus atteinte à l'autonomie de gestion.

Cette tendance a également été illustrée par Dieter Ziegler (professeur université de Bochum) et Christian Böse (doctorant, université de Bochum) dans leur intervention sur le charbon de la Ruhr. Un cartel puissant, le *Rheinisch-Westfälische Kohlsyndikat*, dominait la région minière la plus importante d'Allemagne. Stefanie van de Kerkhof (docteure habilitée, université de Mannheim) a élargi le propos aux stratégies d'entreprises avec une comparaison régionale de l'industrie sidérurgique de la Rhénanie et de la Ruhr. Lutz Budrass (MCF, université de Bochum) a ajouté une analyse des patrons et entreprises de l'industrie aéronautique.

Dans cette journée, un autre axe important a été l'importance de l'occupation allemande pour les régions frontalières. L'intervention de Hervé Joly (directeur de recherche CNRS, université de Lyon) a évoqué les implications et les engagements du patronat français, en soulignant l'impact de l'envahissement des départements industriels du Nord et de Meurthe-et-Moselle notamment sur la délocalisation de nombreuses usines vers le sud de la France, ce qui a donné une impulsion économique durable à ces territoires. Etienne Zannis (doctorant, université Lille 3) évoque la manière dont les entreprises du Nord ont pu, malgré l'occupation, faire des profits de guerre.

La deuxième journée de **Bochum** a été consacrée au marché du travail. En Allemagne, la loi sur le service auxiliaire (*Hilfsdienstgesetz*) a été un tournant crucial de la politique de travail. Après la réorganisation du haut commandement militaire, cette loi votée par le Parlement en décembre 1916 a introduit une obligation de travail pour la population active masculine dans l'industrie de l'armement. Stephanie Tilly (post-doctorante, université de Cologne) a pu démontrer que les effets de cette loi ont été moins nets que l'on pouvait s'attendre, alors que, en France, la mobilisation s'est faite sans réquisition formelle. De manière complémentaire, Antoine Vernet (doctorant, université Lyon 2) a évoqué les difficultés de gestion de la main-d'œuvre à travers l'exemple de l'entreprise métallurgique Chavanne-Brun Frères à Saint-Étienne. L'analyse sectorielle a été complétée par Jean-François Grevet (maître de conférences, université d'Artois) pour l'industrie automobile. Dans le Nord occupé, Béatrice Touchelay (professeure, Lille 3) s'est intéressée à la survivance des travailleurs privés de leurs entreprises.

Une autre particularité du marché du travail allemand a été le recours aux travailleurs forcés. Kai Rawe (archiviste, Mülheim) a étudié ce phénomène dans les mines de la Ruhr ; Michael Rösser (mastérant, université de Ratisbonne) et Mark Spoerer (professeur, université de Ratisbonne) se sont intéressés aux continuités dans le travail forcé des colonies allemandes en Afrique orientale à la Première Guerre mondiale en Belgique, en Pologne et en Lituanie. Dans l'économie de guerre, la

mobilisation de la main-d'œuvre féminine a joué partout un grand rôle. De tels aspects genrés ont orienté les exposés de Ralf König (doctorant, TU Darmstadt) sur les femmes des combattants comme travailleuses à domicile et de Peggy Bette (post-doctorante, université de Rennes 2) sur l'État-employeur au secours des veuves de guerre en France.

La troisième journée à **Mulhouse** a été consacrée exclusivement à l'Alsace-Lorraine comme terrain de transition pendant la guerre. Certains hommes d'affaires s'étaient installés après 1871 en France intérieure, mais sont restés actifs dans la région. D'autres sont restés sur place, mais ont conservé des liens avec la France. Toutes ces relations sont brisées en 1914 par le conflit qui oblige à choisir entre deux loyautés nationales. La situation de l'économie régionale est compliquée par la ligne de front qui perturbe voire, dans le cas du Haut-Rhin, sépare les territoires. L'intégration forcée dans l'économie de guerre du Reich des entreprises restées sous la tutelle allemande s'est faite de manière inégale, certains secteurs prioritaires en ont profité, d'autres comme le textile ont été délaissés.

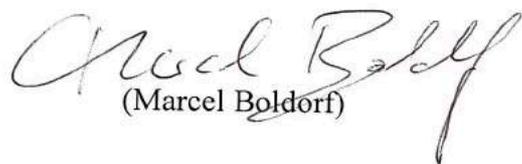
Les interventions ont porté sur l'intégration du *Reichsland* Alsace-Lorraine dans l'économie de guerre allemande (Marcel Boldorf, professeur, université Lyon 2), les séquestres d'entreprises en Haute-Alsace pendant la Grande Guerre (Bertrand Risacher, post-doctorant, université de Haute-Alsace), les industriels alsaciens à l'épreuve de l'économie de guerre (Pierre Vonau, professeur agrégé honoraire) et le pétrole de Pechelbronn comme produit stratégique (René Walther, post-doctorant, université de Strasbourg). Deux autres présentations ont abordé la situation en Lorraine : Christian Marx (post-doctorant, université de Trèves) sur la sidérurgie et Denis Bour (historien amateur) de Sarreguemines sur la faïencerie de cette ville.

Le colloque de **Lyon** a permis de faire connaître en France l'historiographie allemande. Avec les discutants français, l'objectif a été de croiser les approches nationales. Au-delà, les aspects transnationaux ont été évoqués, avec les transferts de modèles pour la solution de problèmes spécifiques comme le financement de la guerre. La dimension industrielle de la guerre a également été abordée, les exigences d'une guerre à l'intensité matérielle inattendue ayant contribué à une accélération des processus économiques et sociaux.

Dans le domaine de l'industrie, les cas de la métallurgie (Jonas Scherner, professeur, université de Trondheim, Norvège), de la construction automobile et aéronautique (Lutz Budrass, Bochum) et de l'industrie chimique allemande (Werner Plumpe, professeur, université de Francfort sur le Main) ont été présentés. Uwe Müller (chercheur, université de Leipzig) a étudié la politique agraire dans les provinces de la Prusse orientale en particulier. Les relations économiques avec les pays avoisinants ainsi que les pays neutres ont été le sujet des interventions de Knut Ström (doctorant, université de Göteborg, Suède) sur le commerce scandinave avec l'Allemagne, Ilkka Nummela (professeur, université de Jyväskylä, Finlande) sur le commerce extérieur de la Finlande, Eva Roelevink (post-doctorante, université de Bochum) sur le charbon allemand et la réorganisation de l'industrie houillère néerlandaise. L'éventail des thèmes a été élargi par les interventions de Stefanie van de Kerkhof (Mannheim) sur les annexions allemandes à l'Ouest et à l'Est, d'André Steiner (chercheur, université de Potsdam) sur le prix du pain comme un instrument de régulation du niveau de vie pendant le conflit et dans l'après-guerre et de Tobias Jopp (chercheur, université de Ratisbonne) sur la question comment le marché financier a réagi sur l'évolution de la guerre. Finalement, Carsten Burhop (professeur, université de Vienne) s'est intéressé aux planifications allemandes en 1918 dans la perspective d'une paix victorieuse.

Un ouvrage collectif issu de ce colloque rassemblera toutes les interventions ainsi que les commentaires français. Une sélection des textes présentés lors des journées d'étude fera l'objet d'un numéro spécial d'une revue. Par ailleurs, sous la forme d'un manuel, une synthèse conséquente des résultats sur l'économie allemande pendant la Grande Guerre sera publiée en allemand chez l'éditeur De Gruyter.

Fait à Lyon, le 15 décembre 2016


(Marcel Boldorf)